

# Bosser pour payer ses études, un phénomène qui s'étend

## LE RÉSUMÉ

En 2016, 502.297 personnes ont travaillé sous le statut d'étudiant. Le nombre de jobistes ne cesse de croître depuis des années.

Pourquoi ce besoin d'étudier et travailler en même temps?

NATHALIE BAMPIS

Ces vendredi et lundi, 210.000 étudiants francophones vont rejoindre les auditoriums et salles de cours des universités et hautes écoles, 237.000 en Flandre. Près de 80% d'entre eux mèneront de front travail (de jobiste) et études. Un phénomène qui ne cesse de croître d'année en année.

Entre 2012 et 2016, le nombre d'étudiants jobistes a progressé de 13%, d'après les données de l'ONSS. 502.297 personnes travaillent aujourd'hui sous un statut étudiant. Plus de 110.000 ont moins de 18 ans. 380.500 ont entre 18 et 26 ans.

Qu'est-ce qui peut expliquer cette hausse constante du nombre de jeunes amenés à travailler, alors que le coût des études supérieures en Belgique reste assez modéré comparé aux pays étrangers? «Il y a une précarisation générale de la communauté universitaire, des étudiants comme des professeurs», pointe Bérénice Guegan, responsable du service

social de l'Université libre de Bruxelles. S'il est impossible de donner la proportion du nombre d'étudiants travaillant pour payer leurs études, et ceux cherchant à gonfler leur argent de poche, l'ULB pointe deux facteurs explicatifs: «D'une part, le public des universités s'internationalise de plus en plus. Or, les étudiants étrangers, et en particulier des pays en voie de développement, ne reçoivent généralement aucune aide», dit Bérénice Guegan. Sa collègue du service

d'aide de l'UCL, Florence Vanderstichelen, le confirme: «Ils pensent généralement pouvoir s'en sortir, mais au final, le coût de la vie est trop élevé pour eux. Et donc, ils se mettent à travailler.»

L'ULB a développé une aide spécifique pour permettre aux étudiants jobistes de ne pas être obligés de travailler durant les blocus et examens. «Ils peuvent percevoir une aide de 642 euros en moyenne deux fois par an. C'est l'allocation 'bloque'. Parmi les étudiants que je rencontre, 80%, sont des étudiants étrangers en situation précaire», dit la responsable à l'ULB.

L'autre raison pour laquelle de plus en plus d'étudiants ressentent le besoin de travailler vient de la précarisation des familles. «Souvent, les étudiants qui viennent nous trouver ont droit à une aide du CPAS, et ne le savent pas, constate Bérénice Guegan. Leurs parents sont au chômage, ou émargent au CPAS.» Or le prix des kots est de plus en plus élevé, et si le minerval

reste modéré et les bourses possibles (près de 35.000 étudiants en bénéficient en FWB), les frais didactiques, le matériel scientifique, les voyages et stages à l'étranger, l'achat des livres restent un coût plus difficile à supporter pour les étudiants moins fortunés. «La numérisation n'a rien changé à cela, de plus en plus de profs essaient eux-mêmes de s'en sortir en vendant leurs bouquins plutôt que de mettre leurs cours en ligne.»

L'ULB offre une aide sociale à 1.500 étudiants chaque année, contre 1.700 à l'UCL (hors bourses). Les aides peuvent aller d'une simple allonge pour l'achat de matériel informatique, à une prise en charge totale du coût des études, y compris le volet vie sociale (abonnement sportif...). À côté de cela, il reste aussi une proportion d'étudiants jobistes qui cherchent juste à financer leurs sorties. «Et le fait d'avoir un job étudiant ne doit pas être perçu uniquement comme négatif», conclut Florence Vanderstichelen. Cela permet aussi d'avoir une expérience professionnelle. Un atout important une fois le diplôme en poche...

**«Il y a une précarisation générale de la communauté universitaire.»**

BÉRÉNICE GUEGAN

RESPONSABLE DU SERVICE SOCIAL DE L'ULB

## LE RECOURS AUX JOBS ÉTUDIANTS NE CESSE D'AUGMENTER

